

## Honduras

### **La lutte héroïque des masses honduriennes indique le chemin : mettre en échec le putsch avec la mobilisation populaire**

Les putschistes en Honduras ont donné une nouvelle démonstration de leur acharnement assassin et de leur haine envers le peuple. Pendant plus de 5 jours, ils ont maintenu encerclée militairement la caravane qui se dirigeait vers la frontière pour recevoir le président Zelaya. Ils sont responsables de la mort de Pedro Magdiel Muñoz (retrouvé avec des marques évidentes de torture) et de l'emprisonnement de milliers de personnes dans des sites insalubres et sans accès à la nourriture ou à l'eau. L'armée putschiste a maintenu des otages en obligeant les manifestants à chercher des raccourcis par la montagne et par des chemins dangereux. Dans la capitale Tegucigalpa, une bombe a été mise dans les installations du STIBYS (Syndicat de Travailleurs de l'Industrie de la Boisson et Semblables) où avait lieu une réunion du Front de Résistance contre le Putsch.

Mais, malgré la perte de vies et « l'emprisonnement à l'air libre » que subissent les manifestants enfermés dans El Paraíso et dans les zones proches de Las Manos, ces faits montrent de plus en plus clairement les atrocités commises par le régime de facto en Honduras. Même ainsi, en dépit de l'effort surhumain à réaliser pour arriver jusqu'à la frontière, on voit que la Résistance attire des secteurs de plus en plus vastes de la population. Les organisations du mouvement de masses et d'amples couches des populations d'Amérique Centrale et du monde entier prennent connaissance des barbaries commises par les putschistes honduriens et font état de leur indignation. Les conditions sont là pour étendre beaucoup plus le rejet et multiplier les mobilisations jusqu'à mettre en échec le putsch.

Le gouvernement Obama perçoit la situation difficile où se sont mis les putschistes et, par le biais de son homme de confiance, Oscar Arias Sánchez, président de Costa Rica, il a lancé un plan dont le centre est la restitution atrophiée et contrôlée du pouvoir à Zelaya, avec de vastes garanties pour les putschistes et la garantie pour beaucoup de leurs exigences, l'impérialisme ayant comme but de stabiliser le régime et d'empêcher que la mobilisation de masses déborde. C'est pourquoi, l'impérialisme américain et l'europpéen, et leur homme dans la zone, Oscar Arias, évitent de condamner la répression et légitiment, dans les faits, les putschistes, en plaçant un signe d'égal entre eux et le peuple hondurien. C'est-à-dire, ils acceptent que Zelaya retourne, mais à condition que celui-ci accepte ce cadre réactionnaire.

Il suffit, pour démontrer cette stratégie, de regarder les termes mêmes de l'Accord proposé par Arias. D'abord, il reconnaît les putschistes comme partie légitime, il propose qu'ils ne soient ni jugés ni punis pour leurs crimes, et que l'actuel sommet militaire assassin, le Parlement et la Cour Suprême de Justice, qui ont mis en oeuvre le putsch restent en poste. Finalement, il propose la formation d'un « *gouvernement d'unité et de réconciliation nationale* » avec les forces putschistes, l'annulation de toute tentative de consultation concernant la convocation à une Assemblée Nationale Constituante, et l'anticipation des élections pour raccourcir le mandat de Zelaya. C'est dans ce cadre que le retour de Zelaya est accepté, conditionné par toutes ces règles qui, de fait, acceptent et garantissent les

objectifs déclarés des putschistes. C'est-à-dire, cet accord laisse les putschistes indemnes et leurs crimes impunis, et il préserve pleinement les institutions qui ont mis en oeuvre le putsch. Dans les faits, le régime politique réactionnaire et dictatorial au Honduras serait maintenu intact et recommencerait, tôt ou tard, à attaquer le peuple et à commettre d'autres crimes.

Il est important d'indiquer que l'Accord de San José a besoin, comme condition sine qua non, de l'approbation de Zelaya, qui est vu par les secteurs populaires honduriens comme le dirigeant incontesté. Zelaya a manifesté maintes fois son appui à cette proposition et abandonne ainsi les revendications les plus sensibles du peuple hondurien : la convocation d'une Assemblée Nationale Constituante, la fin du vieux cadre institutionnel répressif et corrompu, et le jugement et châtement des militaires et civils qui ont mis en oeuvre le putsch.

Cette position est cohérente avec la trajectoire de Zelaya, un politicien issu d'un des partis bourgeois traditionnels des élites honduriennes, qui a essayé de faire quelques petites réformes, ce qui lui a valu une confrontation avec le secteur majoritaire des chefs d'entreprise et avec l'ensemble de l'Armée. Les limites de son caractère de classe l'ont mené, depuis le début, à essayer de négocier son retour et à éviter que la lutte contre le putsch se transforme en une insurrection populaire authentique qui le déborderait et sortirait hors de son contrôle, et surtout, qui menacerait de balayer le régime politique et la structure semi-coloniale du capitalisme hondurien.

Pour cette raison même, Zelaya a rapidement accepté la négociation proposée par l'impérialisme et s'y est subordonné, et il a mis ses espoirs en elle pour résoudre la situation. En acceptant pleinement la proposition d'Arias et de l'impérialisme, il espère que l'action de l'impérialisme, et donc la conciliation avec les putschistes, résolvent le problème.

Sa seconde tentative pour retourner au pays a montré cette même contradiction : Zelaya a fait un appel à la population pour qu'elle le reçoive sur la frontière avec le Nicaragua et, de cette manière, garantisse son entrée dans le pays. Cela a été un appel très irresponsable, parce que Zelaya a fait croire aux manifestants qu'il pourrait convaincre le sommet militaire de le laisser entrer pacifiquement. Il a ainsi mis en danger la vie et la liberté de milliers d'activistes et de beaucoup de dirigeants du Front de la Résistance contre le Putsch, avec une menace réelle d'une élimination massive de la direction du mouvement contre le putsch.

La marche improvisée à la frontière a démontré aussi l'erreur des principales directions du Front de Résistance, l'erreur d'un suivisme sans critique des décisions personnelles de Zelaya. Il n'a pas été indiqué clairement que Zelaya a accepté de mettre en oeuvre l'accord réactionnaire de San José, comme il n'a pas été indiqué non plus que la politique qui consiste à appeler à une « mobilisation pacifique », sans aucune préparation pour résister à la répression militaire, produisant des illusions sur le caractère hypothétiquement « patriotique et négociateur » du sommet militaire, est une voie sans issue pour la Résistance.

Le Front National de Résistance doit reprendre la lutte massive et directe pour mettre en échec le putsch, il doit reprendre les grèves civiques et les coupures de route. La dernière grève générale de 48 heures a commencé le jeudi 22 juillet avec environ 80% d'adhésion et des dizaines d'occupations de routes dans tout le pays, dépassant ainsi le processus de la semaine précédente. Les actions convoquées par le Front de Résistance sont parvenues à paralyser les ports et les aéroports. Des militants de la résistance au Honduras nous informent que, depuis la grande grève bananière de 1954, il n'avait pas eu une grève aussi généralisée de toutes les forces syndicales du pays, accompagnée de mobilisations dans la rue. L'appel de Zelaya pour que le peuple se dirige vers la frontière, a affaibli la grève nationale le vendredi et a eu comme résultat que pour plusieurs des organisations clef du Front National de Résistance, plusieurs de leurs dirigeants manquaient à Tegucigalpa et dans les principales villes du pays.

Comme nous l'avons indiqué dans d'autres déclarations, la situation au Honduras est explosive et changeante, en dépit du fait que l'« aventure de la frontière » a pu mener à un massacre et de ce fait à une grande démoralisation. Les masses honduriennes, pleines d'héroïsme et de capacité de sacrifice, sont parvenues à récupérer des forces et reprendre la mobilisation. Cet épisode doit laisser des leçons claires aux militants populaires honduriens : seulement la mobilisation indépendante des organisations de masses, avec les méthodes de l'action directe, peut effectivement mettre en échec les putschistes et imposer la défaite de la négociation avec les putschistes, négociation acceptée par Zelaya avec Arias.

Indépendamment de toutes de nos critiques à la politique de Zelaya, nous réaffirmons que la revendication démocratique centrale des masses est son retour immédiat et inconditionnel à la présidence, une exigence qui va directement contre le putsch. Il faut donc se concentrer sur la lutte pour son retour et sur les mesures de lutte nécessaires pour parvenir à mettre en échec les putschistes. Le Front de Résistance contre le Coup d'Etat doit intensifier les occupations de routes et se consacrer à l'organisation depuis la base d'une grève générale qui met en échec le coup d'Etat.

La bourgeoisie hondurienne commence à sentir les effets économiques d'un mois de rébellion populaire, des coupures de routes, et de l'isolement international. Une série d'événements importants montrent la pression impérialiste pour forcer l'application de l'Accord de San José : 1) Le retrait du visa diplomatique à des figures clef du putschisme : Alfredo Saavedra, président du Congrès National ; Adolfo Sevilla, ministre de Défense ; Ramón Custodio, commissaire de Droits Humains ; et Tomás Arita, magistrat de la Cour Suprême de Justice. 2) La lettre d'importantes entreprises impérialistes établies au Honduras (Nike, Gap, etc...), soutenant la politique du Département d'Etat yankee.

Ces faits s'accumulent et commencent à produire les premières fissures dans le front bourgeois-oligarchique-militaire, avec des frictions entre certains membres de l'oligarchie et les déclarations de personnages qui essaient de prendre distance des putschistes, en commençant par l'Armée elle-même qui a manifesté sa disposition à accepter l'Accord de San José.

Les semaines de fonctionnement précaire de l'économie nuisent aux intérêts de toutes les oligarchies d'Amérique centrale et, y compris, des transnationales étrangères. Les putschistes commencent à voir leurs bases bourgeoises et oligarchiques insatisfaites par le manque de solution (on estime à 500 millions de dollars les pertes par les interruptions des activités commerciales et par la crainte des chefs d'entreprise étrangers à investir dans une situation instable).

Dans ce cadre, il est important d'indiquer clairement la nécessité de se préparer pour répondre à la répression, avec l'organisation de l'autodéfense populaire. Il est nécessaire de casser la structure putréfiée de l'Armée. Contrairement à ce que dit Zelaya, il est nécessaire d'être préparé pour faire face aux attaques (ouverts ou sélectifs) de la répression militaire, et il faut appeler ouvertement les couches et les classes inférieures des officiers à désobéir aux ordres du sommet de réprimer le peuple. Il y a déjà eu une insubordination de secteurs de la police qui est obligée de rester mobilisée pendant des semaines sans recevoir de salaire. Il y a déjà eu des échos concernant des officiers moyens mécontents du rôle qu'ils accomplissent. Il est nécessaire que le Front National de Résistance appelle ouvertement à que les soldats rompent avec la discipline militaire.

Le putschisme n'est pas parvenu à se consolider, jusqu'à présent, en premier lieu à cause de la résistance soutenue et héroïque du mouvement de masses hondurien, qui a réalisé les plus grandes mobilisations de son histoire, et, d'autre part, à cause de la difficulté du putschisme de se légitimer dans le cadre international.

Il est nécessaire de redoubler les mesures solidaires de lutte en Amérique Centrale et dans le monde entier. Une victoire populaire au Honduras donnera une leçon à la droite fasciste et stimulera le mouvement ouvrier et populaire à l'échelle mondiale. Il faut entourer de solidarité la lutte héroïque des masses honduriennes. Il faut chercher à isoler et à affecter économiquement les putschistes en exigeant des gouvernements le boycott total et en organisant des actions ouvrières contre ceux qui font des affaires avec les putschistes. Il faut approfondir et étendre la mobilisation jusqu'à mettre en échec le putsch.

**Pour le rétablissement inconditionnel de Zelaya.**  
**Mettons en échec le putsch avec la mobilisation populaire :**  
**pour une grève générale jusqu'à renverser les putschistes.**  
**Châtiment des putschistes. Jugement à tout le haut commandement militaire.**  
**Dissolution de la Cour Suprême et du Congrès qui ont mis en oeuvre le putsch.**  
**Pour une Assemblée Constituante libre, démocratique et souveraine.**  
**Solidarité internationale avec la lutte héroïque des masses honduriennes.**  
**Boycott total des putschistes.**

Ligue Internationale des Travailleurs  
30 juillet 2009